

Changements révolutionnaires en suspens



L'histoire du Chili démontre que des réformes progressistes peuvent être entreprises quand il est possible de surmonter la résistance de ceux qui s'y opposent. Or, de Salvador Allende à Michelle Bachelet, l'histoire montre également que les obstacles sont nombreux et la consolidation des transformations sociales difficile à réaliser.

Texte traduit de l'espagnol par Jacqueline Varliette.

Un pays comme le Chili continue à requérir des changements révolutionnaires dans la voie de ceux impulsés par le gouvernement de Salvador Allende, mais dans une large mesure remis en cause sous la dictature de Pinochet. Ils ont été réalisés à la suite d'une élection présidentielle où Allende a obtenu la majorité relative, mais qui, pour se concrétiser, exigeait ultérieurement la confirmation par le Congrès. Cette confirmation fut obtenue grâce à un accord entre l'Unité populaire et le parti démocrate-chrétien. Il est clair que tout cela fut

possible grâce à l'appui massif obtenu.

Les transformations de fond peuvent devenir inéluctables si elles deviennent majoritaires dans la population

Ce soutien a eu une démonstration concrète quand a été approuvée à l'unanimité la transformation prioritaire qu'était la nationalisation de la grande mine de cuivre, ressource économique fondamentale du pays. « Sa nationalisation – écrivions-nous à ce sujet – n'a pas été un processus facile comme on cherche à le présenter, en s'appuyant sur l'argument selon lequel le parlement l'avait approuvé à l'unanimité en réunissant un écrasant courant d'opinion majoritaire en sa faveur. De dures résistances internes et externes ont dû être vaincues. Cela a demandé un effort de plusieurs décennies, stimulé par les projets de nationalisations présentés en premier au Congrès par les sénateurs communistes Elias Lafferte et Salvador Ocampo et ensuite par Salvador Allende lui-même, au nom des parlementaires socialistes. Ceci démontre que les transformations de fond, qui à un moment apparaissent très lointaines, peuvent devenir inéluctables en une brève période historique si la majorité de la population les fait siennes »^[1].

L'histoire démontre que les réformes progressistes sont généralement réussies lorsqu'elles surmontent la résistance de fer des secteurs dominants. Ces derniers cherchent ensuite à les retourner. Cela fut par exemple le cas pour la réforme agraire ou la nationalisation du cuivre qui ont rendu possibles d'importants changements dans le pays sans lesquels l'on ne peut expliquer de nombreux événements postérieurs. Cela rend nécessaire la construction d'une alliance avec de larges secteurs de la société favorables à leur concrétisation.

L'impossible consolidation du processus de transformation sociale après le coup d'État

Les entreprises nationalisées font actuellement partie de l'entreprise d'État Codelco, actuellement la plus grande entreprise cuprifère au niveau mondial. Il n'en est pas de même concernant les transformations progressistes qui ont été remises en cause. Le régime de Pinochet a décidé de livrer d'autres ressources minières à des capitaux privés, processus continué postérieurement par les gouvernements de la Concertation qui lui ont succédé. Aujourd'hui, l'exploitation étatique de la grande mine de cuivre constitue approximativement 30 % du total.

Le coup d'État fasciste a clairement montré que le processus de transformation sociale n'a pas pu se consolider. Le gouvernement de Salvador Allende a duré mille jours. Des aspects déterminants n'ont pas pu être résolus. Ce fut par exemple le cas de la politique d'alliances, qui devait être capable d'unir la grande majorité favorable au processus de changements tout en isolant une minorité petite, mais puissante. Ce fut également le cas d'une politique globale en direction des forces armées pour faire face à la détermination putschiste qui s'était renforcée de l'intérieur. La répression de la dictature a conduit dans le même temps, à une régression très significative de la capacité de mobilisation des masses par les forces progressistes. Le mouvement syndical en particulier a été durement frappé et les forces progressistes poursuivies et rendues illégales.

Des mobilisations sociales d'ampleur dans les années 2010

En 2011, il y a eu, comme cela a pu s'exprimer dans d'autres pays du monde, de grandes mobilisations citoyennes allant de revendications sectorielles jusqu'à l'exigence de transformations des structures politiques. Au Chili, cette année-là, les plus grandes mobilisations se sont produites sur le plan de l'éducation. Des réformes profondes ont été exigées. Ces mobilisations ont reçu un large appui transversal, les organisations étudiantes y jouant un rôle important. Leur ampleur leur a donné un retentissement planétaire par l'intermédiaire de différents moyens de communication, à tel point que le journal britannique *The Guardian* a nommé la présidente de la Fédération des Étudiants de l'Université du Chili, Camila Vallejos, personnalité de l'année.

L'ampleur des mobilisations de 2011 et des années qui ont suivi a bien sûr atteint d'autres secteurs. Ces mobilisations étaient en lien avec les importants problèmes structurels nationaux non résolus ainsi qu'avec les propositions relatives à leur financement. Sans doute, ce fut l'un des facteurs qui a conduit, à proposer une série de réformes autour de la candidature présidentielle de Michelle Bachelet. Ces propositions ont reçu un soutien important lors des élections qui se sont déroulées en 2013. Son mandat, qui doit arriver à son terme prochainement, a permis quelques avancées importantes dans différents domaines, que la présidente a elle-même mises en avant dans son bilan (mars 2014-mars 2018). Cependant, à la différence de ce qui est arrivé au cours du gouvernement de Salvador Allende, les avancées en général n'ont pas été conçues en alliance expresse avec les acteurs sociaux directement intéressés par leur concrétisation. Cette caractéristique a affaibli la profondeur des transformations.

Une opposition virulente à la politique de Michelle Bachelet

La première réforme mise en discussion a été celle de l'impôt. Le projet de loi déposé initialement au Congrès a repris l'esprit et les objectifs énoncés dans le programme présidentiel, soulevant –comme cela était prévisible – une opposition virulente de la droite politique et des grands intérêts économiques soutenus par les principaux moyens de communication. Ce fut une grande campagne de terreur, qui a pénétré dans des secteurs de la société qui, pour une grande part, n'étaient pas affectés par les mesures annoncées, mais devaient, par contre, recevoir les bénéfices des ressources générées, dont les effets sont différés dans le temps.

Alors que seulement quatre mois de gouvernement s'étaient écoulés et que le texte proposé à la Chambre des Députés avait déjà été approuvé, un accord a été négocié avec les partis de droite -opposants actifs au projet présenté - veillant à atteindre le financement proposé. Il prévoyait une augmentation de l'impôt de première catégorie, à laquelle les partis de droite s'opposent par principe, mais élargissait les mécanismes favorisant l'évasion fiscale, alors qu'un second mécanisme de financement prévu dans le projet primitif avait pour objectif de la réduire pour la convertir en une autre source de recettes fiscales.

Une politique de consensus limitant les changements progressistes

L'accord avec les partis de droite a été dans la même ligne que la politique de consensus suivie par les gouvernements de la Concertation. Sous la présidence de Patricio Aylwin, cette politique du consensus a commencé à se former, au cours du processus de discussion de la réforme fiscale de 1990. Elle a également

conduit à remplacer les compromis acquis lors de la campagne électorale pour la présidentielle par une élaboration conjointe avec Rénovation Nationale (RN). Les changements progressistes promis ont ainsi été drastiquement diminués.

Les opposants au processus de réformes ont tiré leurs conclusions de ce qu'il s'est passé pendant la première année du gouvernement de Michelle Bachelet. Dans un séminaire analysant leurs « nouveaux défis » et prenant en compte les mobilisations contre la réforme fiscale et celle de l'éducation, leurs centres d'études sont arrivés à la conclusion que s'était créée, dans le pays, une « opposition sociale » aux réformes présentées par le gouvernement qui s'exprime dans la rue.

Une identification contestable des « classes moyennes » aux forces contraires aux transformations progressistes

Au niveau mondial, on parle largement de « classes moyennes » pour identifier les forces contraires aux transformations progressistes et les attirer dans leur sphère d'influence. Cela conduit à un important débat idéologique et politique dans lequel ceux qui s'opposent à une politique d'alliances en faveur de transformations ont sans aucun doute gagné du terrain. Dans leurs formulations, l'on parle de « classes moyennes » souvent sans les définir ou alors en les définissant en fonction du niveau de revenus, sans tenir compte de leur participation dans le processus de production capitaliste. La Banque mondiale, par exemple, qui a diffusé de nombreuses études sur ce sujet, définit la classe moyenne comme un espace avec des limites de revenus très importantes qui vont de 11 à 110 dollars par jour. Dans une étude récente allant dans le même sens, l'économiste Honi Kharas – qui a publié de nombreuses études sur ce thème – calcule, qu'aujourd'hui, 3 200 millions de personnes font partie de la classe moyenne, soit rien de moins que 42 % de la population mondiale. Le directeur de l'institut Udistia de la Liberté et du développement, Luis Larrain, écrivait récemment que « la modernisation capitaliste expérimentée par le Chili ces quarante dernières années a créé une grande classe moyenne qui aujourd'hui arrive à près des deux tiers de la population. Elle n'est pas – soutient-il – contre le modèle capitaliste, mais souhaite obtenir davantage de ce modèle ».

Marx a établi les grandes classes de la société capitaliste à partir de leurs sources de revenus (le salaire, le profit et la rente du sol). Dans la formulation de Larrain, un pourcentage appréciable des salariés est inclus – de la même façon que la Banque Mondiale – dans son concept de « classe moyenne ». Dans le pays, les chiffres de l'Institut National des Statistiques (INE) sur le nombre de travailleurs salariés durant la décennie en cours fluctuent, si nous prenons les chiffres respectifs du premier trimestre : entre 4 810 054 en 2010 à 5 706 250 de 2015, pour s'élever à 5 685 536 cette année.

Les modifications de la composition de la classe ouvrière : un thème central pour les forces progressistes

Mais dans la citation du directeur de l'ILD, il n'est pas seulement question de quantitatif, mais aussi d'un thème idéologique de fond pour exprimer que cette classe moyenne, et donc aussi les salariés qui s'y additionnent, ne sont pas « contre le modèle capitaliste, mais souhaite obtenir davantage du modèle ». Logiquement ; depuis que Marx a écrit *Le Capital*, la composition de la classe ouvrière s'est modifiée, tant au niveau global que dans notre pays. C'est un thème central pour créer l'alliance capable d'atteindre les transformations nécessaires. Pour y arriver, il faut partir de la réalité existante en tirant les leçons de

l'expérience historique accumulée dans le pays et à l'international, et en créant une corrélation des forces favorables en fonction des contradictions que l'on cherche à résoudre.

Octobre 2017

[1] Salvador Allende, *Presencia en la ausencia*. Ediciones Lom, Cenda, Fundación Salvador Allende España, Fondation Gabriel Péri, 2008, p. 192.

Notes de bas de page :

Pour citer cet article :

Hugo Fazio Rigazzi, « Changements révolutionnaires en suspens », (traduit de l'espagnol par Jacqueline Varliette), *Silomag*, n° 6, déc. 2017. URL : <https://silogora.org/changements-revolutionnaires-en-suspens>